



Économie solidaire et internationalisation des mouvements sociaux. Perspectives de solidarité Nord-Sud



L'atelier a réuni une trentaine de personnes. René Lachapelle, secrétaire du GESQ, a ouvert la rencontre en rappelant que le GESQ réunit depuis dix ans les organismes québécois de l'économie sociale – entreprises et mouvements de soutien –, pour en faire la promotion dans une perspective Nord-Sud. Dans le contexte de crise alimentaire, énergétique et financière, la volonté d'allier la résistance aux diktats du néolibéralisme et la construction d'alternatives est plus que jamais d'actualité. L'effondrement du modèle de développement capitaliste renforce l'urgence de faire en sorte qu'un autre monde soit possible comme le revendiquent les Forums sociaux.

Crise et initiatives alternatives en Afrique de l'Ouest

En conférence d'ouverture, Sambou Ndiaye, sociologue de l'Université Gaston-Berger (Saint-Louis, Sénégal), a présenté les *Tendances actuelles et dynamiques innovatrices en milieu associatif en Afrique de l'Ouest*. Il a d'abord souligné que les crises sont reliées à la hausse du prix du pétrole et à la pression des habitats humains sur l'environnement, mais aussi aux pressions sociales en réaction à la hausse éhontée du coût de la vie. Elles sont l'occasion de développer des alternatives, notamment dans le domaine de l'énergie.

Comme l'alimentation représente de 60 % à 70 % des dépenses des ménages, la hausse des prix du riz a un effet dramatique. L'Appel de Niamey pour la souverainement alimentaire de l'Afrique de l'Ouest (<http://www.csa-be.org/spip.php?article113>) en 2006 dénonce la



dépendance de la région pour l'alimentation de base de la population. L'absence de politique agricole qui amène à ouvrir les marchés sans protéger les paysans, et la détérioration des termes de l'échange provoquent une crise nutritionnelle. En même temps, cette situation provoque une prise de conscience de la portée internationale de ces enjeux et dynamise la consommation de produits locaux.

La crise financière rejoint aussi les pays africains notamment par la réduction de l'aide internationale dans un contexte où les économies riches resserrent l'accès au crédit. Et la crise climatique affecte dramatiquement certaines populations : inondations de quartiers bâtis sur le lit de cours d'eau desséchés, avancée du désert, etc.

Le mouvement associatif s'est développé en deux phases. Après la société traditionnelle et la période coloniale, les États issus de l'indépendance des années 1960 se sont montrés interventionnistes et ont multiplié les organisations dont ils gardaient le contrôle. Avec les années 1980, une logique de défiance à l'égard de l'État a permis la naissance d'un mouvement associatif autonome et l'émergence des groupes d'intérêt économique (GIE). Plusieurs tendances le traversent : l'*empowerment* communautaire dans les associations de quartier et les réseaux d'organisations non-gouvernementales locales; la coproduction de services en alphabétisation, éducation des adultes, soutien des femmes et des enfants, collecte des déchets domestiques par des GIE de jeunes, etc.; entrepreneuriat communautaire sous forme de GIE, de mutuelles et de coopératives; et mobilisations contre les accords de partenariat économique avec l'Union européenne, de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI. La société civile se renforce et la tenue du Forum social mondial à Dakar en 2011 s'inscrit dans cette dynamique.

Cette Afrique qui se refait perçoit la crise comme une occasion de reconfigurer le mode de régulation et d'innover socialement en mettant en valeur le potentiel alternatif des associations. Des intellectuels se mouillent pour renforcer la capacité du mouvement dans tous les domaines : répondre aux exigences des bailleurs de fonds, systématisation de la demande sociale et transformation des organisations économiques pour assurer leur viabilité dans la production de biens et de services. Les bases demeurent fragiles et on ne peut pas parler d'un projet de société alternatif.

La solidarité internationale est importante dans la mesure où elle soutient les innovations endogènes et favorise les partenariats avec les associations du Sud plutôt que des interventions directes. Le Sud doit faire sa place dans les organisations internationales et a besoin d'espaces de dialogue interculturel et de réciprocité. (pour en savoir plus : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article37>)

Les mouvements sociaux québécois sur le front de la solidarité internationale

Un panel de trois militants de mouvements sociaux québécois ont présenté comment les enjeux économiques internationaux touchent ici et dans le monde les travailleuses et travailleurs et incitent leurs organisations à investir dans des démarches de solidarité avec les organisations du Sud actives sur les mêmes fronts. André Beaudoin, secrétaire général de l'Union des producteurs agricoles-développement international (UPA-DI <http://www.upadi-agri.org/>), Marcel Arteau du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM <http://www.coopquebec.coop/site.asp>) et Pierre Patry, trésorier de la Confédération des syndicats nationaux (CSN <http://www.csn.qc.ca/>) ont répondu à la question que leur soumettait Louis Favreau : comment les organisations québécoises s'organisent-elles pour développer des alternatives d'économie solidaire?

André Beaudoin a parlé des agriculteurs qui sont aux prises depuis vingt ans avec la tyrannie des cours mondiaux et se font imposer des conditions de financement par des gens qui n'ont aucune idée de ce que signifie produire des aliments. C'est vrai aussi bien en Afrique qu'au Québec. Les stratégies de libre-marché que l'OMC n'a pas été capable d'imposer lors des négociations de Hong Kong, elle tente de les faire passer à la pièce. Elle travaille à des accords continentaux qui mettraient tout le monde devant le fait accompli.



La perspective derrière ces stratégies c'est de faire des denrées alimentaires des biens de première nécessité qui coûtent le moins cher possible pour en accroître la consommation. Cela entraîne l'élimination de l'agriculture familiale au profit de productions massives dans lesquelles les marges bénéficiaires sont très faibles. Les paysans et les producteurs des fermes familiales ne peuvent survivre dans ces conditions. Dans le cadre du Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), ils se sont donné une voix africaine capable de porter un discours commun devant l'OMC et éviter un accord qui contreviendrait aux traités internationaux actuellement en vigueur.

Les agriculteurs du Québec font la même démarche dans la Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre (GO5 <http://www.go5quebec.ca/fr/index.html>) qui propose aussi la souveraineté alimentaire (D'abord nourrir notre monde) et une action politique pour la rendre possible. Actuellement les États, sous la pression des grandes multinationales, tuent l'agriculture à dimension humaine. La solidarité entre les producteurs est essentielle.



Pierre Patry rappelle que la CSN a toujours investi dans l'action sociale et politique. Marcel Pépin, président de la centrale de 1965 à 1976, avant lancé le Deuxième front dans le but que les travailleuses et travailleurs ne perdent pas sur le front des conditions de vie ce qu'ils avaient acquis de haute lutte sur le front des conditions de travail. C'est dans la même veine que la CSN a développé ses outils collectifs : en 1971, la Caisse d'économie solidaire du Québec pour l'accès au crédit; en 1987, MCE-Conseil, un groupe de soutien à la création et au maintien des emplois, et Bâtirente, un fonds de retraite collectif; et en 1995, Fondation, un fonds d'investissement qui a lui-même créé Filaction, un fonds dédié aux prêts de moindre envergure, et Novaction pour le développement durable. Avec ces outils, les travailleuses et travailleurs peuvent être des acteurs de la finance solidaire et du développement durable.

La CSN s'est aussi donné une organisation qui permet de faire converger les actions vers le développement d'alternatives économiques concrètes à l'échelle internationale dans le prolongement

de ce qui se fait au Québec. Développement solidaire international est engagé notamment dans un projet de coopération avec la CUT du Brésil qui regroupe 20 millions de membres, pour développer des caisses d'économie. Elle participe aussi au financement d'alternatives dans les régions du Nordeste et Sao Paulo. La centrale syndicale brésilienne et la CSN partagent les mêmes valeurs et ont toutes les deux une volonté de prolonger sur le front économique l'action syndicale. Le Brésil vit actuellement sa révolution tranquille et la CSN partage son expertise pour que les travailleurs brésiliens prennent leur place, même si l'ACDI met des bâtons dans les roues parce qu'elle considère que le Brésil n'est pas un pays ciblé par l'aide canadienne.

Marcel Arteau a développé que la solidarité ne fait pas de bruit à l'heure de la mondialisation dans le mouvement coopératif. Elle passe à la fois par le partage d'expertise et par la représentation politique. Le mouvement coopératif compte 120 ans d'expertises dans divers domaines de l'activité économique, de l'échelon local jusqu'aux fédérations sectorielles, nationales et internationale.



Au palier local, des millions de personnes sont actives dans quarante secteurs économiques différents. Leurs

organisations sont regroupées dans 15 fédérations sectorielles nationales et 7 fédérations régionales en plus du Mouvement Desjardins. 11 Coopératives de développement régional (CDR) et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) soutiennent un réseau d'entreprises qui emploient 89 000 personnes. À l'échelle canadienne, on parle de 160 000 emplois dans le secteur coopératif. Ces organisations sont en réseau à l'échelle internationale. Au niveau microéconomique deux organisations Développement International Desjardins (<http://www.did.qc.ca/fr/default.html>) et SOCODEVI (<http://www.socodevi.org/fr/index.php>) permettent le partage des expertises entre le Nord et le Sud. Au niveau macroéconomique, c'est dans le cadre de l'Alliance coopérative internationale (<http://www.ica.coop/fr/>) que le mouvement coopératif québécois et canadien traite des rapports avec les États et les grandes organisations internationales.

DID offre un appui technique à des coopératives d'épargne et de crédit dans une vingtaine de pays, leur permettant de créer des institutions dont la maîtrise est collective et qui sont fortement enracinées dans les communautés. Un fonds (FONIDI) a même été créé pour soutenir des projets. SOCODEVI compte vingt et un membres coopératifs qui, depuis 1984, soutiennent les coopératives du Sud pour qu'elles deviennent autonomes. Le principe de base est de partager l'expertise entre coopérateurs d'un même secteur économique. C'est ainsi que depuis le début de ses activités, SOCODEVI a permis aux coopératives québécoises de fournir l'équivalent de 70 années/emploi à cinq cents coopératives dans trente pays.

L'Alliance coopérative internationale (ACI) fait la promotion de l'identité coopérative et soutien les initiatives qui créent un environnement favorable à la coopération, que ce soit avec le Bureau

international du travail ou les autres organismes de l'ONU. À titre d'exemple, on peut citer l'harmonisation des normes comptables internationales qui ne tiennent pas compte actuellement de la différence coopérative : les parts sociales sont considérées comme des actions d'entreprises privées, donc un passif alors qu'elles sont en fait une équité pour l'entreprise. L'ACI fait des représentations pour que la situation soit corrigée.

En conférence de clôture, **Pierre Beaudet**, professeur à l'Université d'Ottawa et ex directeur d'Alternatives, a parlé de *L'économie solidaire au Forum social mondial : une autre économie est possible, le parcours d'une idée de 2001 à aujourd'hui*.

Il a d'abord dit que « crise » renvoie à deux idéogrammes en mandarin : l'un exprime la destruction, l'autre une occasion. Le contexte actuel constitue donc un moment de transition. Le Forum social mondial (FSM) est une manifestation et une occasion pour qu'un autre monde soit possible.



Le FSM a pris forme au Brésil en 2001, avec des complicités françaises et québécoises. Avec la fin du Consensus de Washington, le développement ne se limite plus à la triade modernisation, industrialisation et urbanisation. Il se passe quelque chose à partir de la base : des sans-voix prennent la parole, qu'ils soient femmes, autochtones, sans terre, sans logis, jeunes ou paysans. Dix ans plus tard, il y aura quarante forums sociaux un peu partout dans le monde qui mobiliseront 4 millions de personnes.

L'économie sociale est une vieille idée rajeunie qui repose sur le fait que les communautés s'organisent et que les dominants faiblissent. Elle marque l'irruption des subalternes. Au Brésil en 2002, ce sont 400 000 paysans sans terre qui sont passés à l'offensive. En Argentine, les travailleuses et travailleurs ont repris les entreprises fermées à cause de la déflation. Ces initiatives locales se mettent en réseaux nationaux et internationaux pour s'aider, développer des activités commerciales et prendre la parole.

Il n'est pas surprenant que le FSM se soit organisé au Brésil. Depuis 1980, le pays est en mouvement pour résister mais aussi pour construire. Les mouvements sociaux y développent l'analyse et de nouvelles organisations développent des formes non capitalistes de travail. Sous le régime de Lula depuis 2002, le pays a créé un Secrétariat de l'économie solidaire assumé par Paul Singer et les organisations d'économie sociale se sont organisées dans la Fédération brésilienne d'économie solidaire (FBES). Ce faisceau d'alliance entre des milliers d'alternatives regroupe 5 millions de personnes qui travaillent à améliorer leurs conditions de vie.